

Euler Hermes relève ses notes de risque sur 11 pays

PARIS – 9 JUILLET 2014 - [Euler Hermes](#), leader mondial en assurance-crédit, annonce le relèvement de ses notes de risque sur 11 pays : la Côte d'Ivoire, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Irlande, l'Italie, le Nicaragua, le Nigeria, le Portugal et la Serbie.

« La croissance du PIB mondial devrait se redresser légèrement en 2014 (+2,8%), même si le rythme de la reprise devrait rester inférieur à 3% pour la troisième année consécutive », observe Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes. « Compte tenu de l'amélioration progressive des perspectives économiques mondiales, Euler Hermes a relevé ses notes sur 11 pays. Néanmoins, bien que les défaillances d'entreprises soient attendues en baisse de 8% en 2014, elles demeurent supérieures de 13% à leur niveau d'avant crise ; la récession de 2009 n'a pas encore été absorbée. »

Les économies avancées sont revenues dans le jeu et devraient enregistrer une croissance de près de 2% en 2014, soit la plus forte depuis 2010. Après deux années de contraction de l'activité, la zone euro devrait connaître une amélioration (+1%), les grands pays de la région affichant tous une croissance positive. Les exportations devraient aider les pays du sud de la région sortir de la récession. Les pays d'Europe centrale, de leur côté, bénéficieront pour la plupart de la reprise de la zone euro.

Les marchés émergents demeurent des contributeurs essentiels à la croissance mondiale (+4,3% en 2014), malgré un ralentissement des perspectives de croissance de plusieurs grandes économies comme le Brésil, la Chine, la Russie, l'Afrique du Sud et la Turquie. L'Inde devrait faire exception, avec une accélération de la croissance à 5,6% en 2014.

« Ce ralentissement hors zone euro affecte la contribution de l'export à la croissance française, qui elle-même peine à redécoller (+0,7% prévu en 2014) », commente Nicolas Delzant, Président du Directoire d'Euler Hermes France. « Pour autant, l'amélioration de la situation de ces 11 pays est une bonne nouvelle pour les entreprises françaises exportatrices, ces marchés représentant de nouvelles opportunités de débouchés ».

Explications sur ces relèvements de notes :

Côte d'Ivoire : *note relevée de D4 à D3*. La reprise a gagné de l'élan, à l'image d'une situation politique de plus en plus stabilisée. Les réserves de change et la couverture des importations sont maîtrisés, en nominal. Les ratios et le service de la dette extérieure sont bas sous l'effet de mesures d'effacement et de rééchelonnement de la dette.

Espagne : *note relevée d'A3 à A2*. Redressement des perspectives économiques et baisse des défaillances d'entreprises depuis 2013 après six années de forte hausse. La demande intérieure devrait se raffermir et alimenter la croissance. Les finances publiques demeureront toutefois à des niveaux critiques, la dette publique dépassant les 100% du PIB et le déficit budgétaire ressortant à -6% du PIB en 2014. Le taux d'inflation devrait rester très faible, ce qui pourrait faire obstacle au désendettement des secteurs public et privé.

Grèce : *note relevée de B4 à B3*. Amélioration des perspectives économiques, stabilisation de la tendance des défaillances d'entreprises. Les pressions financières se sont nettement allégées et le pays a procédé en avril à une émission d'obligations à long terme pour la première fois depuis 2010. La baisse des prix à la consommation et la situation du secteur bancaire constituent encore d'importants risques à la baisse à court terme.

Hongrie : *note relevée de C3 à B2*. Les déséquilibres extérieurs et les perspectives de croissance se sont régulièrement améliorés. La croissance du crédit est sous contrôle et les pressions inflationnistes se sont atténuées, ouvrant la voie à deux années d'assouplissement monétaire continu visant à soutenir la reprise. Pour autant, l'économie est encore vulnérable à des chocs externes.

Inde : note relevée de B2 à B1. Amélioration des perspectives de croissance, réaction efficace en termes de politique monétaire. L'afflux de capitaux a récemment redémarré et devrait se maintenir, soutenant la reprise des investissements intérieurs.

Irlande : note relevée de BB3 à BB2. Les perspectives économiques se redressent et les faillites diminuent depuis 2013, même si leur niveau reste élevé. Le pays a reconquis son indépendance financière et achevé la restructuration de son secteur bancaire. Néanmoins, des fragilités demeurent. Le stock excessif de dette constitue le principal défi à moyen terme.

Italie : note relevée d'A3 à A2. Les perspectives économiques s'améliorent et les défaillances d'entreprises devraient reculer à compter du second semestre 2014. Les entreprises devraient bénéficier d'un redressement du crédit et des dépenses des ménages en 2015. Le pays entre dans une période de stabilité politique, mais des difficultés demeurent à moyen terme.

Nicaragua : note relevée de D4 à D3. La politique budgétaire s'est assainie. Un large éventail de réformes fiscales, mises en œuvre en 2012, a permis d'améliorer la collecte et la gestion des impôts, de fixer des limites de dépenses et d'accroître les recettes fiscales. Les fragilités externes restent toutefois importantes.

Nigeria : note relevée de D4 à D3. Les indicateurs de financement et de dette extérieurs de la première économie d'Afrique atteignent des niveaux plus raisonnables et la croissance du PIB est solide, ce qui permet une atténuation des risques à court terme. Néanmoins, un certain nombre de fragilités continuent de peser sur les perspectives à moyen terme, qu'il s'agisse des risques en matière de sécurité des personnes et des entreprises ou de l'environnement peu propice aux affaires.

Portugal : note relevée de B3 à B2. Amélioration des perspectives économiques grâce au redressement de la demande intérieure et des exportations, en raison notamment d'un renforcement de la compétitivité. Les défaillances d'entreprises diminuent depuis 2013. La sortie en mai du programme conjoint UE/FMI n'est pas sans difficultés compte tenu de l'ampleur de la dette publique et du déficit budgétaire. Le taux d'inflation devrait rester très bas, ce qui pourrait faire obstacle au désendettement des secteurs public et privé.

Serbie : note relevée de D4 à D3. L'économie est sortie de la récession. Le taux de change s'est stabilisé et l'inflation devrait rester faible jusqu'en 2015. Les réserves de change sont adéquates. Le pays reste en proie à différents problèmes structurels (tels que le profil de ses exportations), une demande intérieure atone dans un contexte de contraction du crédit et de chômage élevé, une dégradation des finances publiques et une lourde dette extérieure.

« Euler Hermes assure le suivi de 242 pays et territoires à l'aide d'environ 40 indicateurs à court et moyen terme, afin d'évaluer le risque de problèmes de paiement qui, dans un pays donné, échappent au contrôle des entreprises », explique Manfred Stamer, économiste senior d'Euler Hermes. « L'évaluation donne lieu à une note à moyen terme (AA, A, BB, B, C ou D) et à une note à court terme (sur une échelle de 1 à 4), qui sont associées pour former la Note pays globale (AA1 étant la meilleure et D4, la plus faible). »

	Nouvelle note EH	Ancienne note EH
Pays		
Côte d'Ivoire	D3	D4
Espagne	A2	A3
Grèce	B3	B4
Hongrie	B2	C3
Inde	B1	B2
Irlande	BB2	BB3
Italie	A2	A3
Nicaragua	D3	D4
Nigeria	D3	D4
Portugal	B2	B3
Serbie	D3	D4



Contacts media :

Euler Hermes France

Sophie Rémy +33 (0)1 84 11 54 31
Sophie.remy@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41
remi.calvet@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards d'euros en 2013 et garantissait pour 789 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2013. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermes](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.